

Mittwoch (Nachmittag), 11. September 2019 / Mercredi après-midi, 11 septembre 2019

Polizei- und Militärdirektion / Direction de la police et des affaires militaires

82 2019.RRGR.156 Motion 123-2019 Gasser (Bévilard, PSA)
Breitensport unterstützen: Taten statt Worte

82 2019.RRGR.156 Motion 123-2019 Gasser (Bévilard, PSA)
Soutenir le sport de masse : de la parole aux actes

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 82, une motion de Monsieur Gasser. Je vous donne la parole. S'il vous plaît.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Soutenir le sport de masse, de la parole aux actes ! Oui, c'est cela que je vous demande. Je vous enjoins donc d'accepter la motion que je vous sou mets, afin d'offrir à tous les jeunes du canton de Berne – et j'insiste sur cet aspect – la possibilité de participer à des camps de sport à un prix avantageux.

Dans son développement, le gouvernement précise que l'objectif de la présente motion est notamment d'offrir à nouveau aux jeunes du Jura bernois la possibilité de... etc. Mais, si cette déclaration est évidemment correcte, elle pourrait laisser penser que cette motion s'intéresse aux seuls jeunes francophones du Jura bernois. Or, ce n'est évidemment pas le cas, puisque j'écrivais : « Le Conseil-exécutif est chargé d'augmenter les moyens financiers de l'Office de la sécurité civile, les sports, et les affaires militaires (OSSM) pour lui permettre de remplir sa mission en termes de soutien à l'organisation de camps, en particulier, de camps de ski. » C'est donc bel et bien un soutien accru que je vous prie d'accorder pour que tous les jeunes bernois puissent profiter de cette mesure. Toujours dans la réponse du Conseil-exécutif, vous avez pu lire une statistique de la fréquentation au niveau cantonal. Celle-ci démontre que de 2014 à 2017, ce sont entre 320 et 250 jeunes qui ont profité de ces offres. Or, suite à l'adoption de la mesure, il y a deux ans, mesure d'économie, par 75 voix contre 69, donc quand-même très près, le nombre de camps, et par conséquent, le nombre de jeunes, a fortement diminué, puisqu'il est retombé à 39. Cela démontre, si besoin était, que l'incitation financière avait un effet tout à fait mesurable.

Enfin, nouvelle fort réjouissante, cette fois-ci : vous avez également pris connaissance de l'intention du Conseil fédéral d'augmenter de manière tangible la subvention maximale « jeunesse et sport » (JS) pour les camps de 7.60 à 16 francs par personne et par jour. Notre gouvernement fédéral a donc, lui, estimé que la Confédération pouvait délier les cordons de sa bourse, sans mettre en péril l'équilibre budgétaire. J'estime que nous sommes dans une situation ressemblante : en effet, ces 20 dernières années, à l'instar des comptes fédéraux, les finances bernoises ont chaque fois, à deux petites exceptions près, dégagé des bénéfiques comptes. Dès lors, ce soutien, que le gouvernement lui-même chiffre à 90 000 francs par année, semble pouvoir être libéré sans avoir crainte de faire à nouveau exploser la dette cantonale.

Les éléments que je viens de relever sont purement financiers. Toutefois, j'aimerais également faire appel à votre sens des responsabilités, en invoquant dans mon exposé l'adoption, il est vrai ultérieure, d'une stratégie du sport ambitieuse qui devrait, entre autres, faire la part belle au sport de masse. Chers collègues, il ne suffit pas de mettre de belles phrases dans un texte et d'arborer fièrement des slogans comme « Berne bouge », « Berne passionne » ou « Berne enrichit » ! Mais, dans ce cas qui nous préoccupe, il serait plus juste de dire, « Berne appauvrit » !

Alors, oui, le gouvernement a raison, lorsqu'il affirme que cette réduction était voulue par notre cénacle, il y a deux ans. Pas moi, mais la majorité. Toutefois, j'ose espérer que pour rester en phase et en accord avec la stratégie du sport, plébiscitée ici-même, vous acceptiez de donner véritablement les moyens financiers à l'office pour soutenir le sport de masse. Au nom des 1187 jeunes qui ont participé ces derniers lustres aux camps soutenus financièrement par le canton, je vous prie d'accepter cette motion.

Präsident. Comme co-motionnaire, je donne la parole à Madame Moussia von Wattenwyl.

Moussia de von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts). Je serai brève. Je reviendrai sur une discussion qui a eu lieu hier, concernant l'ordonnance des déchets, exemple parfait où, sur le moment, on pense qu'on a une bonne idée, qu'on a pris une bonne décision, et après, on se rend compte que sur le terrain, ce n'était pas vraiment cela. Référence aussi à ce matin, au long débat qu'on a eu sur les enseignants dans le sport, qui ont montré tout l'intérêt que l'on a pour voir nos jeunes et nos moins jeunes bouger. Je relèverai donc ces deux éléments importants. Puis, comme l'a dit Peter Gasser, avec le paquet d'allègement 2018, nous avons réduit les moyens financiers pour les camps de ski, résultat : quelques absurdités, et les chiffres que Peter Gasser a relevés, donc, les camps sont gentiment désertés, et les jeunes, particulièrement dans le Jura bernois, qui font des camps de ski intercantonaux, Berne-Jura-Neuchâtel (BEJUNE), ont des frais nettement plus élevés que ceux de leurs camarades, ce qui est une triste situation. Alors, certes, nous avons adopté le paquet d'allègement, enfin, cette mesure, mais après coup, nous avons adopté la stratégie sportive du canton de Berne, une stratégie largement médiatisée. Peter Gasser en a fait les éloges avec les slogans et la fougue qu'on lui connaît. Donc, si nous sommes cohérents, à mon avis, nous devrions encourager les camps de ski, rétablir les fonds nécessaires, remettre l'église au milieu du village, ou plutôt devrais-je dire, remettre les skis aux pieds de nos jeunes. Donc, je vous remercie d'accepter cette motion.

Präsident. Et aussi comme co-motionnaire, je donne la parole à Monsieur Pierre-Yves Grivel.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR). Lorsque l'on voit la liste des motionnaires, on pourrait croire que la motion est liée à la région du Jura bernois, ou à la langue. C'est bien évidemment tout faux : la motion concerne tout le canton. L'OSSM, c'est l'Office de la sécurité civile, les sports, et les affaires militaires. Le sport est donc une unité de cette organisation. Sa mission : soutenir le sport en général, soutenir le sport de masse, le sport populaire. Un office cantonal partenaire fiable par rapport à la promotion, également, de la santé. Oui, c'est vrai : en 2017, dans le cadre du programme d'allègement, on a amputé ce service de moyens financiers destinés à l'organisation des camps JS. Mais depuis, nous avons ensemble accepté la nouvelle stratégie cantonale du sport de masse. Je ne retourne pas ma veste, ou fais du slalom, comme dirait la presse, mais avec ma conscience, j'y suis. Je me suis, à l'époque, opposé à la mesure, et j'ai été membre du groupe de travail pour une stratégie du sport cantonale. Aujourd'hui, je vous demande de soutenir cette légère correction budgétaire. Excusez-moi, on pourrait appeler cela des peanuts, quand on connaît les chiffres du canton. Et on n'a pas besoin d'un fond, chers collègues. Soutenez le sport populaire, le sport de masse. Soutenez la jeunesse, pour que Berne bouge, et investissez dans le sport. Merci de votre soutien.

Präsident. Das Rednerpult ist frei für Fraktionssprechende. Ich gebe zuerst Grossrat Schär für die FDP das Wort.

Hans Schär, Schönried (FDP). «Breitensport unterstützen: Taten statt Worte» tönt gut, und wenn wir ein Sportkanton sein wollen, dann dürfen wir Skilager oder Sportcamps absolut unterstützen. Unter dem Motto «Der Sportkanton Bern BEwegt – BEgeistert – BEreichert» und so weiter ist es schon ein wenig komisch, wenn die Regierung diese Motion ablehnen will. Wenn man aber genauer hinschaut, sieht man, dass dies ein Projekt der Kantone Neuenburg, Jura und Bern ist. Die Lager und auch die Teilnehmer haben in den letzten Jahren massiv abgenommen. Die Beiträge sind nicht im Verhältnis zur Anzahl der Teilnehmenden und zur Anzahl der Lager.

Ein wichtiger Grund für mich ist auch die Ablehnung des Entscheids des Parlaments im Dezember bei der Planung des Entlastungspakets 2018 (EP 2018). Dort sind keine Gelder mehr für das Projekt im Jura enthalten. Für zukunftsgerichtete Sportprojekte wie Skilager im Oberland oder ähnliche Projekte bin ich sicher positiv gesinnt, und Sie können auf eine Unterstützung von mir zählen. Aber hier kann ich und auch die FDP nicht Hand bieten. Deshalb lehnen wir diese Motion ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA, Marianne Burkhard.

Marianne Burkhard, Roggwil BE (SP). Der Grosse Rat hat eine Sportstrategie zur Unterstützung des Breitensports verabschiedet, wir haben es nun schon mehrmals gehört. Gerade in der heutigen Zeit, wo Bewegung bei den Jugendlichen sehr oft zu kurz kommt, ist es wichtig, dass wir Sportprojekte im ganzen Kanton genügend unterstützen und fördern. Wir können dies einerseits mit einer

Wertschätzung tun, da viele Lager von Freiwilligen geführt werden. Wir können dies auf der anderen Seite aber auch mit einer gerechten und breiten finanziellen Unterstützung tun.

Es darf nicht sein, dass Kinder und Jugendliche aus dem Kanton Bern, insbesondere aber auch aus dem bernjurassischen Teil, aus finanziellen Gründen auf die Teilnahme an einem Sportlager verzichten müssen, wo wir doch im Kanton Bern eine Sportstrategie unter dem Motto haben: Der Sportkanton Bern BEwegt – BEgeistert – BEreichert. Die Teilnahme an einem Lager ist für Kinder und Jugendliche ein einmaliges Erlebnis, einerseits was die sportliche Seite betrifft, und andererseits was die Kameradschaft und das Lagerleben anbelangt. Mit der Motion soll der Regierungsrat beauftragt werden, die finanziellen Mittel der BSM-Abteilung Sport um 100 000 Franken zu erhöhen, damit sie ihre Mission in Bezug auf Unterstützung bei der Durchführung von Sportlagern erfüllen kann.

Im Zuge der Massnahmen, die der Grosse Rat Ende 2017 im Rahmen des EP 2018 beschlossen hat, wurden die Mittel zur Unterstützung von Lagern in der Abteilung Sport des Amtes für Bevölkerungsschutz, Sport und Militär um genau diesen Betrag gekürzt. Für 2019 haben wir einen Vorschlag mit einem Überschuss von über 120 Mio. Franken verabschiedet. Wir sind deshalb der Überzeugung, dass der Kanton diesen Betrag verkraften kann, gemäss dem Motto, «Breitensport unterstützen: Taten statt Worte».

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird der Motion aus den genannten Gründen zustimmen, dies mit der festen Überzeugung, dass für uns Taten statt Worte wichtig sind.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Auch die EVP ist für den Breitensport, und fast alle von uns könnten irgendwelche Lagergeschichten erzählen, die in unserem Leben wichtig waren, und wir bedauern es in diesem Zusammenhang auch, dass die Skilager nicht mehr so in Mode sind, sondern sich eben mehr oder weniger entleeren.

Beim Angebot, das diese Motion anspricht, sehen wir aber, dass es offensichtlich kaum in Anspruch genommen wird. Deshalb werden wir diese Motion ablehnen, auch wenn es in diesem Fall nicht um einen hohen Betrag geht. Man könnte sagen, da muss man doch kein «Büro auf tun», das können wir doch wirklich noch aufrechterhalten. Aber es wurden halt schon verschiedene Massnahmen des EP wieder rückgängig gemacht, und jetzt bei dieser Massnahme haben wir das Gefühl: Doch, dies könnte man aufrechterhalten.

Martin Egger, Frutigen (glp). Ich glaube, ich kann es kurz machen. Für die glp ist es nicht an der Zeit, jetzt schon für neue Geldflüsse Abstimmungen vorzunehmen – wir, die wir dies im EP 2018 gestrichen hatten. In dieser Motion wird auch von zwei verschiedenen Finanzierungen gesprochen. Einerseits betrifft es «J+S»-Gelder zur Weiterbildung, zum anderen sind es Finanzierungen von Sportcamps. Da die glp hinter dem EP 2018 steht, lehnen wir diese Motion grossmehrheitlich ab.

Francesco Marco Rappa, Burgdorf (BDP). Dieser Vorstoss hat innerhalb der BDP-Fraktion nur kurz zu Diskussionen geführt. Zusammenfassend kann man eigentlich sagen: Sportlerherz gegen Kopfmenschen. Deshalb kann ich an die Adresse der Motionäre sagen: Wir verstehen die Absicht, den Jugendlichen aus dem Jura kostengünstige Skilager zu ermöglichen. Aber seien wir ehrlich. Wenn in vier Jahren nur gerade zwei Teilnehmende von einem solchen Angebot profitieren, stellt sich bereits hier dann doch die berechtigte Frage, ob diese Motion Sinn macht.

Hinzu gesellt sich der Umstand – und dies ist eigentlich wichtiger –, dass mit dieser Motion Massnahmen verlangt werden, die auseinandergelassen werden müssen: «J+S»-Kurse einerseits und Jugend- und Sportcamps andererseits. Und es wurde bereits gesagt: Der Grosse Rat hat bekanntlich bei der EP 2018 die Planungserklärung gutgeheissen, und damit hat er auch gefordert, dass die Gebühren für Aus- und Weiterbildungskurse pro Teilnehmerin und Teilnehmer je Tag um 10 Franken anzuheben sind.

Wichtig ist aber auch zu wissen, der Bundesrat will rechtliche Möglichkeiten schaffen, um den «J+S»-Maximalbetrag für Lager auf 16 Franken zu erhöhen, was dann mehr als das Doppelte wie bisher wäre. Dies wiederum begrüsst unser Regierungsrat, es führt aber auch dazu, dass diese Sportcamps bei «J+S» angemeldet werden müssen, denn nur so können dann auch die 16 Franken abgerechnet werden. Die BDP folgt dem Regierungsrat mehrheitlich und lehnt diese Motion ab.

Werner Moser, Landiswil (SVP). Dieser Vorstoss hat einen sehr guten Titel, «Breitensport unterstützen: Taten statt Worte». Aber wenn man es dann genauer betrachtet, so ist es einfach wie mein Vorredner auch schon gesagt hat: Es betrifft im Moment zwei Personen. Es wurde zwar dann ge-

nannt, es könnte nicht nur den ganzen Berner Jura betreffen, und ich möchte sagen, wenn man dann die Skilager im ganzen Kanton öffnen möchte, dann könnten dann wohl auch die Mitglieder der FIKo irgendwie einmal eine Bremse anziehen. Denn das könnte dann mehrere Begehren bringen.

In diesem Sinne: Ich bitte Sie im Namen der SVP, diesen Vorstoss abzulehnen. Er wurde bei uns grossmehrheitlich abgelehnt.

Präsident. Ich gebe Sabina Geissbühler als Einzelsprecherin das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Es ist schade. Die Forderung ist super, aber die Begründung nachher ist sehr verwirrend, und auch die ablehnende Haltung ist eigentlich nicht wegen der Forderung. Es heisst nämlich ganz einfach: «[...] die finanziellen Mittel der Abteilung BSM-Sport zu erhöhen, damit sie ihre Mission in Bezug auf die Unterstützung bei der Durchführung von Lagern, insbesondere von Skilagern, erfüllen kann». Das ist die Forderung, und ich denke, das ist ganz, ganz wichtig. Wenn wir Sportförderung machen wollen, müssen wir es bei den Kindern tun, in der Schule, möglichst dort, wo wir möglichst viel erreichen können. Und in der Sportstrategie: Ich war im Ausschuss, Entschuldigung, aber das war auch wieder ein Punkt, den wir beschlossen hatten, und den wir auch hier drin beschlossen.

Ich möchte Sie doch bitten, hier wirklich zuzustimmen, denn dies ist eine ganz wichtige Forderung. Wenn ich denke, wie wir immer Geld für andere Dinge ausgeben, für Spezialfälle. Hier ginge es um jedes Kind, das ins Skilager gehen möchte und nicht nur im Jura, im ganzen Kanton. Ich möchte Sie bitten, hier zuzustimmen.

Präsident. Ich habe keine weiteren Sprechbegehren mehr und gebe das Wort Regierungsrat Müller.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Mehr Geld für den Breitensport ist selbstverständlich eine sympathische Forderung. Aber mit der Verabschiedung des EP 2018 hat der Grosse Rat vom beabsichtigten Verzicht auf die finanzielle Unterstützung dieser Sportveranstaltungen Kenntnis genommen. Der Regierungsrat geht damit davon aus, dass der Verzicht auf die finanzielle Unterstützung dem Willen des Grossen Rates entspricht. Es wäre nicht konsequent, wenn man diesen Entscheid jetzt rückgängig machen würde. Der Regierungsrat empfiehlt Ihnen, diese Motion abzulehnen.

Präsident. Je donne la parole encore une fois à Peter Gasser.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Je ne peux pas venir ici et dire la traditionnelle phrase, « je vous remercie pour le débat et les apports très intéressants. » J'ai l'impression que la plupart d'entre vous, vous n'avez même pas lu ce texte ! Je suis désolé, je ne parle pas que des jeunes du Jura bernois, j'ai donné un exemple. Je m'excuse, mais vous, quand vous venez ici, qu'est-ce que vous donnez comme exemple ? Ceux que vous connaissez ! Il faut parler d'un exemple que je connais ! J'habite dans le Jura bernois, je ne suis pas dans l'Oberland, je veux donner un exemple de ma région, c'est logique ! Et je n'ai pas discuté les chiffres. Je peux vous dire que, même s'il n'y en a que deux dans le Jura bernois, je vous ai aussi parlé des 1780 autres ! Il y a quand même beaucoup de Suisses-allemands, et c'est de ceux-là que je parle !

Deuxième chose : je m'énerve un peu, mais, ma foi, des fois, je suis comme ça. Désolé. Mais enfin, deuxième chose. Franchement, est-ce qu'il y a une honte à changer d'avis et à se dire, « mais on s'est trompés » ? Moi, je préfère reconnaître « mais, zut, tiens, oui, là, il y a quelque chose qu'on a pas bien vu, on peut... ». Comment voulez-vous faire croire aux gens que vous soutenez le sport de masse, que vous voulez encourager les gens à faire du sport, et lorsqu'il s'agit de dépenser 90 000 francs – ce n'est pas moi qui le dit, c'est le Conseil-exécutif – 90 000 francs, alors qu'on est à des millions de bénéfices, et qu'on ne trouve pas cet argent ? Vous me dites, « non, non, l'orthodoxie budgétaire, il faut s'y tenir ! » (*Der Redner spricht mit einer theatralischen Stimme. / L'orateur parle d'une voix théâtrale.*) (*Heiterkeit / Hilarité*)

Enfin, j'espère que j'ai pu réveiller quelques-uns d'entre vous, et vous dire, « mais on parle, 1, d'un petit montant ; 2, c'est pour tous les jeunes, je me bats essentiellement pour les jeunes Suisse-allemands ». Ne venez pas, ne mélangez pas et ne polluez pas le débat avec les histoires Berne-Jura, et cela, moi, je trouve très moche. Alors, soyons positifs, Berne bouge, Berne enrichit, Berne vote Oui à cette motion. (*Heiterkeit / Hilarité*)

Präsident. Ab sofort werde ich wieder Bühnendeutsch sprechen, wenn ich Deutsch spreche, weil – und ich will auch nichts mehr hören – weil sich auch niemand über das Bühnenfranzösisch von Herrn Gasser aufregt. (*Heiterkeit / Hilarité*) Herzlichen Dank.

Wir kommen zur Abstimmung über diese Motion, «Breitensport unterstützen: Taten statt Worte». Wer diese Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2019.RRGR.156)

Vote (Affaire 2019.RRGR.156)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui 66

Nein / Non 72

Enthalten / Abstentions 2

Präsident. Sie haben diese Motion abgelehnt, mit 72 Nein- gegen 66 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Anmerkung der Tagblattredaktion: An dieser Stelle kommt der Präsident auf die Abstimmung zum Geschäft 2019.POMGS.132 (Traktandum Nr. 81) zurück. Im Sinne der besseren Nachvollziehbarkeit erfolgt die Protokollierung unter dem Geschäft 2019.POMGS.132.

Remarque de l'équipe de rédaction du Journal : A ce stade, le président revient sur le vote de l'affaire 2019.POMGS.132 (point de l'ordre du jour n° 81). Pour plus de clarté, ces propos sont retranscrits sous l'affaire 2019.POMGS.132.